

Après l'incendie de Lubrizol, Édouard Philippe s'engage à « faire la transparence totale »

Rédaction Actu

4-5 minutes

Lors d'un déplacement à l'université d'été du MoDem, le Premier ministre a promis « sérieux et transparence totale », dimanche 29 septembre 2019, après la catastrophe de Lubrizol.

Publié le 29 Sep 19 à 16:14



Le Premier ministre Edouard Philippe à l'Assemblée nationale, le 24 septembre 2019 à Paris. (©AFP/Archives/JACQUES DEMARTHON)

Le Premier ministre **Édouard Philippe**, a assuré dimanche 29 septembre 2019 que « l'engagement du gouvernement est de répondre à toutes les questions et de faire la **transparence totale** », après l'incendie jeudi de l'**usine chimique Lubrizol** de **Rouen** (**Seine-Maritime**).

« **Inquiétude légitime des populations** »

« Pour faire face à l'inquiétude légitime des populations, il n'y a

qu'une solution : le sérieux et la transparence complète et totale », a-t-il ajouté lors d'un déplacement à l'université d'été du MoDem dans le Morbihan, alors que les [critiques accusant les autorités](#) d'un manque de transparence se sont multipliées ces derniers jours.

La préfecture de Seine-Maritime a publié samedi soir sur son site internet des [résultats d'analyses](#) liés aux risques de pollution engendrée par l'incendie.

Concernant la qualité de l'air, « les résultats sur les composés organiques volatils sont tous inférieurs au seuil de quantification (quantité trop faible pour être mesurée) et font apparaître un état habituel de la qualité de l'air sur le plan sanitaire », à l'exception du site de Lubrizol (présence de benzène), indiquent les services de l'État dans le département.

Lire aussi : [Christophe Castaner à Lubrizol : « Il faudra plusieurs jours pour venir à bout de l'incendie »](#)

« Trouver des solutions et donner des garanties »

Le Premier ministre s'est engagé à « travailler le plus intensément possible avec l'ensemble acteurs, locaux et nationaux, pour trouver des solutions et donner des garanties pour régler la situation ».

« Nous avons souhaité faire en sorte que tout ce qui est su, que toutes les analyses qui sont réalisées soient rendues publiques », a encore fait valoir Édouard Philippe.

Lire aussi : [Incendie de Lubrizol à Rouen : le procureur confirme avoir déjà reçu des plaintes](#)

Depuis l'incendie spectaculaire de l'usine, classée Seveso seuil haut, des habitants de l'agglomération de Rouen, partis politiques, syndicats ou encore associations de défense de l'environnement ont demandé plus de transparence sur les conséquences de l'accident, qualifié samedi de « catastrophe majeure » par le préfet Pierre-Henri Durand.

Des députés de gauche ont réclamé samedi une commission d'enquête parlementaire sur l'incendie.

« Un événement extrêmement traumatisant »

« C'est un événement qui a été extrêmement traumatisant et je comprends parfaitement, y compris en tant que mère de famille, ce que ça représente quand vous vous levez le matin que vous avez cette odeur détestable qui envahit vos narines, que vous vous

posez des questions parce que vos enfants sont en train de pousser et donc c'est très angoissant », a commenté dimanche sur France Inter la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye, promettant elle aussi « la transparence ».

Lire aussi : [Lubrizol : associations et ONG appellent à manifester à Rouen, pour réclamer « la vérité »](#)

« Garantir la sécurité sanitaire »

Dimanche, le ministre de l'Économie et des finances Bruno Le Maire, a jugé qu'il serait « utile » de revoir les règles d'implantation des usines sensibles.

« L'urgence aujourd'hui est de garantir la sécurité sanitaire des habitants de Rouen. Après, qu'on fasse un retour d'expérience, que nous regardions quelles leçons il faut en tirer sur les implantations d'usines, sur les usines à risque, sur la topographie de toutes les usines à travers le territoire, pourquoi pas, je pense que ça pourrait être utile », a-t-il avancé.

En Normandie, région agricole, l'inquiétude était toujours de mise dimanche. « Ce que l'on a jeté, ça correspond à 5000 litres de lait, soit 1500 à 1800 euros : c'est à peine ce que j'arrive à me tirer comme salaire sur l'exploitation par mois », a expliqué à l'AFP Sébastien Catoir, agriculteur à Conteville, dans l'Eure. « Ce n'est pas à nous agriculteurs de supporter une pénalité financière comme celle-ci », a-t-il dit, alors que les causes de l'incendie restaient toujours inconnues dimanche.

AFP